



**Groupe d'Économie
Solidaire du Québec**

PROJET DE RECHERCHE ÉVALUATIVE

Concernant le *projet d'économie sociale et solidaire*

Québec-Haïti en agroalimentaire

VERSION FINALE

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE DU GESQ

Montréal, été 2014

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE ÉVALUATIVE

Franklin Midy, chercheur principal et coordonnateur de l'équipe de recherche (collaborateur du LAREPPS)

Yves Vaillancourt, co-chercheur (membre du LAREPPS et du CRISES)

Christian Jetté, co-chercheur (codirecteur du LAREPPS et membre du CRISES)

Gérald Larose, co-chercheur (membre du LAREPPS et du GESQ)

Émilie Fortin Lefebvre, professionnelle de recherche (membre du CA du GESQ)*

Andréanne Martel, professionnelle de recherche (membre du GESQ)*

Jean Mary Louis, chercheur collaborateur (doyen de la Faculté de sciences politiques à l'UNDH et coordonnateur du GADRU)

Deux assistants-tes de recherche haïtiens (étudiants de l'UEH et de l'UNDH)*

René Lachapelle, président et coordonnateur du GESQ

I- Introduction

Pour bien comprendre et contextualiser le texte qui suit, il doit être vu comme le devis d'un projet de recherche évaluative visant à évaluer un projet-pilote d'intervention en zones rurales en Haïti, dont l'UPA-DI au Québec et son partenaire haïtien, le FODES 5, sont les maîtres d'œuvre. Ce projet-pilote, présenté sous le nom de « Projet d'économie sociale et solidaire Québec-Haïti en agroalimentaire », bénéficie d'un financement de trois ans (septembre 2013 – septembre 2016) du Ministère des Relations Internationales, Francophonie et Commerce Extérieur (MRIFCE). Les deux projets de recherche évaluative et d'intervention économique sont deux volets distincts d'un même projet d'action sociale original, qui s'est intégré, dès sa conception, une composante recherche. Ces deux projets, quoique distincts, sont donc liés l'un à l'autre, entretenant entre eux de multiples interfaces, ce qui implique qu'il n'est pas possible de définir le projet de recherche évaluative sans faire référence constamment au projet-pilote.

II- Le projet-pilote d'intervention économique

Le projet d'économie sociale et solidaire Québec-Haïti en agroalimentaire (*Projet d'ESS* par la suite) « vise l'avancement de la souveraineté et de la sécurité alimentaire » dans les zones rurales d'intervention de FODES-5 et de Rivière Froide en Haïti. Il veut offrir des services alimentaires collectifs (cuisines collectives, cantines scolaires autogérées, achats regroupés) appuyés sur un approvisionnement local. Il développera, pour ce faire, des activités rémunératrices pour les femmes et des circuits de commercialisation courts. Il aidera ainsi à consolider le pouvoir économique des femmes organisées au sein d'entreprises d'ESS en alimentation, à augmenter la capacité productive et les rendements des agriculteurs réunis en coopératives, à renforcer la sécurité alimentaire dans la région en stimulant la production locale. Il favorisera aussi des échanges d'expériences avec des organisations d'ESS du Québec, d'Amérique latine et d'Haïti, pouvant ainsi contribuer à la consolidation du mouvement d'ESS haïtien (UPA-DI, 2013a : 1-2, point 2).¹

III- Les partenaires du projet-pilote

Le *Projet d'ESS*, avec ses buts et ses objectifs (UPA-DI 2013a et 2013b), a été présenté pour financement au MRIFCE du Québec, qui l'a approuvé pour une subvention gouvernementale de trois ans. L'ensemble des résultats attendus sont définis dans les termes du modèle logique du *Projet d'ESS* (UPA-DI, 2013b), puis ajustés par la suite dans le PMO (UPA-DI, 2013c) : résultats ultimes, résultats intermédiaires, résultats immédiats, extrants. Une fois rappelés les buts et les objectifs, il devient possible d'identifier les objets d'évaluation correspondants, puis de choisir parmi eux, en fonction des intérêts d'évaluation des divers acteurs impliqués dans le projet-pilote, ceux que chacun de ces acteurs jugera bon d'évaluer en priorité.

Mais avant d'en venir au choix d'objets privilégiés à évaluer, soulignons que le *Projet d'ESS* met en relation de coopération deux partenaires principaux : l'*Union des producteurs agricoles-*

¹ Pour bien interpréter ce document de l'UPA-DI (2013a), il faut préciser qu'il comprend un modèle logique (2013b) et qu'il a été précédé en amont par un document conceptuel du GESQ (2013a). En outre, il faut tenir compte du fait que ce même document a été complété en aval par un autre texte de l'UPA-DI (2013c) négocié avec MRIFCE en juin 2013, un *Plan de mise en œuvre (PMO)*, qui « remplace le formulaire de présentation du projet approuvé et devient le document de référence pour le suivi du projet ».

Développement international (UPA-DI)² du Québec et la Fondation pour le développement économique et social (FODES-5)³ d'Haïti.

Outre UPA-DI et FODES-5, un troisième partenaire est activement impliqué dans le *Projet d'ESS*, aussi bien dans sa définition que dans la conception du type d'évaluation approprié auquel le soumettre : c'est le *Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)⁴*. À ce partenaire a été confié le rôle d'évaluer le *Projet d'ESS*, conçu et présenté comme étant un projet-pilote novateur.

Cinq autres partenaires du Québec et d'Haïti apporteront leur contribution à la mise en œuvre du projet sur le terrain : appui financier et technique et aide à la diffusion de Agro-Paix et AQANU (*Association québécoise pour l'avancement des Nations-Unies*) ; appui technique de *Cuisines et vie collective Saint-Roch* ; aide de la *Fondation Serge Marcil/Orphelinat* à la diffusion de l'expérience ; aide à la mise en marché et appui technique en agroécologie de EPPMPH (*Encadrement des Petits Paysans des Plaines et Mornes d'Haïti*)⁵.

IV- Les objets d'évaluation et les rôles d'évaluateur

Comme décrit dans le *Projet d'ESS*, UPA-DI a pour rôle, à titre d'agence d'exécution principale, de « planifier, appuyer et évaluer l'ensemble des actions/interventions du projet », tandis que FODES-5, son partenaire haïtien, est responsable de la « planification, exécution, évaluation du projet sur le terrain ». Quant au GESQ, son rôle dans le projet est de « développer et coordonner la mise en œuvre d'un protocole de recherche-action et d'évaluation participative ». Évaluation de quoi ? Le projet n'en dit mot. Cependant, le *Plan de mise en œuvre* (PMO, 2013c), que l'UPA DI a négocié avec le MRIFCE, prévoit l'évaluation de « la satisfaction des bénéficiaires et l'atteinte des principaux objectifs »⁶

De cette multiplicité de rôles d'évaluateur naît la question d'importance : est-ce possible de les remplir tous, en les différenciant l'un de l'autre, sans les isoler cependant dans les actions d'évaluation qu'entreprendront les différents partenaires responsables ? Oui, sans doute ; à la condition d'établir des passerelles entre les diverses actions d'évaluation.

² « UPA-DI défend et appuie le développement durable d'une agriculture viable qui se définit comme étant économiquement équitable, socialement juste, culturellement adaptée et respectueuse de l'environnement (...) [II] intervient dans le processus d'égalité des chances, en particulier en faveur des paysannes. » (UPA DI, 2013a : point 4.1). UPA DI établit des partenariats avec des organisations paysannes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, afin de renforcer leur capacité à agir collectivement. Pour plus d'informations sur cet organisme québécois, consulter son site Web : <http://www.upadi-agri.org/>

³ « Le but fondamental de FODES-5 est de promouvoir le développement économique, social et culturel de la zone de sa juridiction tout en aidant les populations locales à se procurer des services sociaux de base et des moyens d'existence dignes et honnêtes. » (UPA DI, 2013a : point 4.3.5). Pour plus d'informations sur cet organisme haïtien, consulter son site Web : <http://www.fodes5.org/>

⁴ « Le GESQ a (...) développé depuis plus d'une décennie une expertise pratique dans la mise en réseau d'initiatives d'économie sociale tant dans les pays du Nord que du Sud (...) et compte dans ses rangs des chercheurs de calibre international » (UPA DI, 2013a : point 4.4). Pour plus d'infos, consulter le site Web de l'organisme : <http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/publications.html>

⁵ Cf. UPA DI, 2013a : point 4.6. Consulter aussi les sites Web de ces organismes : <http://agro-paix.org/> ; <http://www.aqanu.org/> ;

⁶ Cf. UPA DI, 2013a : point 4.4 et UPA DI, 2013c : *Plan de mise en œuvre de projet du programme québécois de développement international*, MRIFCE juin 2013, pp. 5-9, po99/67oints 2, 3, 4.

La question posée nous rappelle que l'objet que doit évaluer le GESQ n'a pas encore été défini. Le moment est venu de le faire. Comment y arriver ? On doit pouvoir le dégager des textes mêmes de présentation du projet pilote (UPA DI, 2013a, 2013b et 2013c). En tenant compte que cet objet doit en principe correspondre à l'intérêt d'évaluation particulier du GESQ.

En nous renseignant sur l'« origine et le bien-fondé du projet », le texte de présentation précise qu'il est le « fruit d'un partenariat élargi d'acteurs de l'ESS du Québec, (...) du GESQ et de ses associés latino-américains motivés par la coopération avec Haïti... » (UPA DI, 2013a). Ce texte nous apprend aussi que le GESQ, s'« inspirant des cuisines collectives du Pérou et du Québec, a eu l'idée de mettre à contribution ces expériences afin de répondre de façon innovante aux difficultés alimentaires » de familles paysannes d'Haïti et aux défis des producteurs agricoles d'écouler leur production. Le rôle du GESQ est de réaliser une recherche évaluative et de « documenter les processus d'appropriation mutuelle, afin de capitaliser sur les apprentissages de ce projet novateur (...) unissant la solidarité internationale et l'économie sociale. » (UPA DI, 2013a).

Procéder ainsi permet de dégager du texte de présentation du projet pilote un objet d'évaluation, d'emblée identifiable, qui correspond à l'intérêt d'évaluation spécifique du GESQ, soit *l'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti, à travers le projet d'ESS Québec-Haïti en agroalimentaire*. On reviendra plus bas, au point de la clarification de la problématique, sur cet objet de recherche évaluative⁷, qu'il faudra encadrer au moyen de questions de recherche pertinentes.

Bref, voici, dans l'encadré suivant, les différents objets d'évaluation et rôles d'évaluateur qui sont indiqués dans le projet d'ESS :

Objets d'évaluation et rôles d'évaluateur

- **UPA-DI** évalue « l'ensemble des actions/interventions du projet » (point 4.4).
- **FODES-5** évalue « le projet sur le terrain » (point 4.4).
- **MRIFCE** commande l'évaluation de « la satisfaction des bénéficiaires et l'atteinte des principaux objectifs » (PMO, points 2, 3, 4).
- **GESQ** évalue l'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti en ESS dans le cadre de la mise en œuvre du projet pilote (UPA DI, 2013a : points 2, 3, 4.4).

⁷ Utile distinction préliminaire entre recherche évaluative et évaluation empirique. À un niveau de constat, l'évaluation empirique décrit les démarches et le processus d'implantation d'un projet, vérifie l'atteinte des objectifs, juge la pertinence, l'efficacité ou l'efficience de l'intervention, mesure les résultats obtenus comparés aux résultats attendus ou la satisfaction des participants. À un autre niveau d'explication, la recherche évaluative rend compte de la dynamique des processus d'action et des résultats de l'intervention, met au jour les enjeux et éclaire le sens de l'action sociale.

V- Le projet de recherche évaluative

L'objet de la recherche évaluative

L'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti à travers le projet d'ESS en agroalimentaire en Haïti

Les questions de recherche évaluative

Que veut savoir et mesurer le GESQ sur l'expérience de coopération internationale solidaire Québec-Haïti en ESS ?

- D'abord une question générale :
En quoi la coopération Québec-Haïti à travers le Projet d'ESS est-elle « novatrice », « innovante », comparée aux pratiques courantes de coopération internationale pour le développement ?

La réponse à cette question sert de cadre pour l'appréciation du "faire autrement" de la coopération solidaire Québec-Haïti, lequel serait expérimenté dans la pratique de mise en œuvre du projet d'ESS en agroalimentaire en Haïti.

- La question générale mène à une question particulière précisée :
Dans quelle mesure la coopération Québec-Haïti pratiquée dans le cadre du Projet d'ESS a-t-elle été effectivement une expérience de coopération internationale solidaire pouvant contribuer au renforcement du mouvement d'ESS en Haïti et à l'avancement de la souveraineté/sécurité alimentaire en Haïti ?

VI- La problématique et le cadre théorique d'analyse évaluative

Le choix d'évaluer *l'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti à travers le projet d'ESS en agroalimentaire* invite à préalablement conceptualiser cet objet multiple de recherche évaluative. Conceptualisation à faire en référence aux trois thématiques impliquées, soit la thématique de l'économie sociale et solidaire, la thématique de la coopération internationale solidaire et la thématique de l'agroalimentaire.

6.1- L'approche de l'économie sociale et solidaire

- Rappelons-le, le projet d'intervention à évaluer est un projet d'économie sociale et solidaire en agroalimentaire, qui sera réalisée en coopération par des acteurs du Québec et d'Haïti. Pour mener à bien cette recherche évaluative, il faut préciser ce qu'on entend par l'expression « économie sociale et solidaire » (ESS). Nous le ferons en mettant à contribution le sens qu'on lui donne dans la tradition québécoise (Lévesque, 2007 ; Favreau, 2008 ; Vaillancourt, 2008b ; Vaillancourt et Favreau, 2001 ; Comeau et al., 2001 ; Lévesque et Mendell, 1999 et 2005 ; Jetté et al, 2000 ; Jetté, 2008) et dans la tradition latino-américaine (Raceto, 2007 ; Singer, 2004 et 2007 ; Cattani, 2004 ; Coraggio, 2004, 2007, 2012a et 2012b ; Guerra, 2012 ; Ortiz, 2012a et 2012b ; Maranon et Lopez, 2010), en étant attentifs aussi aux apports des pratiques et connaissances développées en Amérique centrale et dans les Caraïbes,

notamment en Haïti (Morales Chacon, 2013 ; Zuniga Enamorado et Macias, 2012), (Cruz Tineo, 2012) ; (Develtère et Fonteneau, 2004 ; Élie, 2010 ; Midy, 2009 et 2011).

- Nous partons d'une définition large de l'ESS qui prend en considération à la fois les statuts juridiques (coopératives, associations, mutuelles, fondations) et les valeurs (gouvernance démocratique, autogestion, participation des travailleurs, consommateurs et communautés locales, entrepreneuriat collectif, non-lucrativité et redistribution collective des surplus, etc.). Comme le suggère le titre d'un ouvrage porteur de Danielle Demoustier (2001), l'ESS renvoie au fait de « s'associer pour entreprendre autrement ». Cet « autrement » renvoie au fait de miser sur les rapports de coopération plus que sur les rapports de compétition. Nous faisons de la place aux composantes de l'ESS qui ont des interfaces principales avec l'État (exemple : CPE, EESAD, coopératives et OSBL d'habitation au Québec) et aux composantes qui ont des interfaces principales avec le marché. La présence de ces deux sortes d'ESS et les échanges qu'elles entretiennent entre elles les enrichissent les unes les autres.
- La prise en compte des contributions théoriques provenant de la région de l'ALC nous incite à conférer un sens large à l'économie et à la production de richesses (en faisant de la place aux apports des économistes hétérodoxes qui s'intéressent à l'économie substantive). Elle nous invite à nous appuyer sur les contributions relatives à l'économie populaire ou informelle qui occupe une grande place dans les économies et sociétés des pays de l'ALC et qui peut, à certaines conditions, contribuer à l'essor de l'économie solidaire (Raceto, 2007 ; Coraggio, 2012a et 2012b ; Vaillancourt, 2010 et 2013). En effet, dans ces pays de l'ALC, dont Haïti (Midy, 2010 ; Élie, 2010), l'ESS se « ...retrouve présentement sous des formes nouvelles dans la petite production agroalimentaire, les fonds communs autogérés et le microcrédit. Les acteurs de l'ESS, ce sont des hommes et des femmes qui s'associent pour produire, commercialiser, transporter et consommer la nourriture et autres biens et services, dont ils ont besoin pour vivre et se reproduire, par exemple à travers le commerce équitable. C'est là une dynamique solidaire qui a pris de l'importance dans plusieurs pays de l'ALC. C'est le cas au Honduras où la Red Comal (Réseau de commercialisation communautaire alternative), depuis 15 ans, a permis à des dizaines de milliers de familles de petits producteurs de se regrouper pour collectiviser leurs pratiques de production, d'achat et de consommation en visant l'autonomie alimentaire. » (Vaillancourt, 2013).
- Dans notre façon de problématiser l'ESS, nous nous référons de manière à la fois positive et critique à ce qu'on appelle le modèle québécois d'ESS (Vaillancourt et Favreau, 2001 ; Lévesque et Mendell, 1999 ; Comeau et al., 2001). De manière positive parce que ce modèle comprend plusieurs points intéressants. De manière critique parce que modèle ne doit pas être mis sur un piédestal, puisqu'il n'est pas sans côtoyer constamment des risques importants sur le plan de l'instrumentalisation politique ou économique. Dans le modèle québécois d'ESS, on peut souligner trois caractéristiques. 1) L'importance de la reconnaissance de l'ESS par les pouvoirs publics et par des politiques publiques qui les soutiennent. 2) les alliances entre les acteurs de l'ESS et les mouvements sociaux anciens et nouveaux qui ont rendu possible cette reconnaissance de l'ESS par les pouvoirs publics – Nous faisons référence en particulier aux jonctions entre l'ESS et les mouvements syndical, féministe, écologique, altermondialiste etc. La reconnaissance de l'ESS doit beaucoup aussi au fait que certaines politiques publiques d'appui à l'ESS ont été rendues possibles dans leur origine et leur développement par le fait

que les mouvements sociaux et les acteurs de la société civile ont contribué à la co-construction démocratique de ces politiques, une co-construction qui a pris cependant des formes différentes d'un dossier de politique à l'autre (Vaillancourt, 2008a, 2009, 2012a ; Jetté, 2008). 3) la contribution importante en provenance de la recherche partenariale et des ressources matérielles et humaines, dont a bénéficié, pour son essor et sa consolidation, l'ESS au Québec, ainsi qu'au Canada ; ressources provenant d'institutions universitaires et collégiales (étudiants, professeurs, services à la collectivité) et d'organismes subventionnaires de recherche (Lévesque, 2007 ; Favreau, 2008 ; Vaillancourt, 2008b). Cela a favorisé la formation d'une nouvelle génération d'étudiants, de professionnels et d'intellectuels dotés d'une solide formation en ESS.

- Notre intérêt pour l'ESS vient de ce qu'elle peut, pensons-nous, contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement, qui mise à la fois sur l'économie plurielle et sur le pluralisme politique et débouche sur des configurations marquées par la prédominance des rapports sociaux de coopération versus les rapports sociaux de compétition (Bourque, 2000). Nous ne prenons pas pour acquis que le développement concret de l'ESS dans nos sociétés du Nord et du Sud s'inscrit toujours dans une perspective d'économie solidaire. Dans le courant de recherche sur l'ESS auquel nous nous référons, nous reconnaissons depuis longtemps que l'ESS peut s'inscrire dans trois grandes configurations, que nous avons souvent nommées néolibérale, social étatique (ou providentialiste) et solidaire (ou partenariale) (Vaillancourt et Jetté, 1997 ; Vaillancourt et Laville, 1998 ; Vaillancourt et Favreau, 2001 ; Jetté et al., 2000 ; Lévesque et Thiry, 2008). Dans la réalité, ces trois modèles ne se retrouvent pas à l'état pur ; ce sont des idéaux-types ; dans les pratiques et les politiques socioéconomiques concrètes, ils donnent souvent lieu à des hybridations, qui empruntent des traits à plus d'un idéal-type (Billis, 2010 ; Evers et Laville, 2004 ; Evers et Guillemard, 2013 : conclusion ; Jetté, 2013).
- Dans le travail de conceptualisation de l'ESS, nous nous intéressons particulièrement, à partir de l'expérience du GESQ et des Rencontres du Mont-Blanc (2011), au défi capital de la transition écologique de l'économie (Favreau et Hébert, 2012 ; Lipietz, 2012). Nous sommes sensibles au fait que les pratiques et recherches concernant l'ESS dans la région de l'ALC obligent ce secteur à prendre en compte de manière centrale les questions environnementales et écologiques (Ortiz, 2012a et 2012b).
- L'ÉSS, est restée longtemps inconnue en Haïti sous cette appellation, quoique présente depuis les années cinquante sous les titres de « coopératives » et de « caisses populaires ». Elle est aujourd'hui un phénomène émergent, qui est décrite ou se présente sous les noms d'« économie sociale » (Develtere et Fonteneau, 2004) ou d'« économie populaire solidaire ». Jusqu'à tout récemment peu visible socialement et confinée dans des espaces géographiques marginalisés, elle a, depuis peu, élargi son champ d'action et ses modes d'intervention. Elle se développe en coopératives de production et de transformation, en mutuelles de solidarité, en organisations de femmes offrant des services, en organismes d'encadrement paysan et groupes d'appui au développement agro-écologique en institutions de microcrédit. Sous ses figures nouvelles, elle est une expression durable du *mouvement social pour le changement* des années 1980-90. Elle est née et se développe au sein d'organisations de la paysannerie pauvre (*Mouvman peyizan Papay, Tèt kole ti peyizan, autres rasanbleman peyizan* -

Mouvement paysan de Papaye, Union des petits paysans, Rassemblements paysans, etc.), d'associations populaires des quartiers marginalisés et du mouvement des femmes.

6.2 L'approche en agroalimentaire

Le projet d'intervention en ESS à évaluer se situe dans le domaine de l'agroalimentaire. Ce domaine a connu une crise majeure dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord à partir de 2007-2008. Le GESQ et les Rencontres du Mont-Blanc lui ont accordé beaucoup d'attention au cours des cinq dernières années (GESQ, 2013a et 2013b ; RMB-FIDESS, 2011). Le GESQ a développé une certaine expertise concernant la façon de poser le problème de la crise alimentaire et d'entrevoir des pistes de solution, où l'ESS pourrait apporter une contribution aux niveaux international, national et local. Brièvement, voici quelques caractéristiques de la problématique concernant la crise alimentaire dans les pays du Sud, notamment ceux de la sous-région des Caraïbes à laquelle Haïti appartient, une attention particulière étant accordée à ses manifestations et aux pistes de solution.

1. La crise alimentaire se situe dans le contexte plus large de la double crise de l'économie mondiale : elle est à la fois une crise économique du modèle libéral productiviste et une crise écologique liée à la question de l'écologie et du climat (Lipietz, 2012 ; GESQ, 2013b ; Griffon, 2006 ; RMB-FIDESS, 2011 ; Favreau et Hébert, 2012).
2. Les manifestations de la crise alimentaire mondiale se sont fait sentir en 2007-2008 avec la flambée des prix des produits alimentaires de première nécessité. De février 2007 à février 2008, « l'indice FAO des prix des produits alimentaires est passé de 139 à 219 », et celui des céréales, de plus en plus importées dans les pays du Sud, de 152 à 281. Cette augmentation fulgurante des prix des denrées alimentaires de première nécessité a créé une crise alimentaire dans 37 pays et suscité des émeutes dans plusieurs villes. Elle a eu un impact sur la sous-alimentation, que Nathalie McSween (2014) résume fort bien : « Nous n'avons jamais, dans notre histoire, produit autant de denrées alimentaires. Pourtant, plus de 842 millions de personnes dans le monde, soit une personne sur sept, ne mangent toujours pas à leur faim. Paradoxe des paradoxes, les pauvres et ceux qui ont faim sont à plus de 75% des ruraux et la plupart (65%) sont des producteurs de denrées alimentaires. »
3. Quel diagnostic poser ? Les pays du Sud, autrefois exportateurs de produits alimentaires, sont devenus au fil des ans, de plus en plus importateurs de produits alimentaires de base. C'est ce qui ressort lorsque l'on prend en considération l'évolution des rapports Nord-Sud dans l'économie mondiale de l'agroalimentaire. Autrement dit, la crise alimentaire dans les pays du Sud signifie un déficit accru de sécurité et de souveraineté alimentaires. On assiste à une « déterritorialisation » de la production agricole, à une séparation de « l'action de produire et de l'action de consommer » (McSween, 2014 : 2).
4. Nous prenons pour acquis que le problème de la crise alimentaire peut être surmonté à moyen terme. Prévoyant avec Griffon (2007), Ziegler (2011), Lipietz (2012) la stabilisation de la population mondiale à 9 milliards en 2050 et misant sur des changements majeurs de

pratiques et de politiques, nous croyons possible l'atteinte de l'objectif d'une sécurité et d'une souveraineté alimentaires⁸ (Lipietz, 2012 :112).

5. Comment se pose la question de l'agroalimentaire en Haïti et y sont envisagées des solutions aux problèmes vécus ? À la base de la question, on y trouve une agriculture de subsistance, en grande partie entretenue par une paysannerie pauvre et analphabète, sans terre ou propriétaire de lopins de terre dispersés. Cette agriculture de survie, réduite à la culture de jardins, a été gagnée de haute et longue lutte sur l'économie de plantation héritée de la période coloniale. La paysannerie haïtienne et la petite agriculture se sont constituées dans la première moitié du 19^e siècle par la désertion des cultivateurs, qui avaient été attachés aux grandes plantations des plaines au lendemain de l'indépendance du pays. Ces derniers, anciens esclaves avant 1791, réduits en demi-serfs après 1804, se réfugiaient dans les mornes, à la recherche de liberté réelle et d'indépendance économique (Moral, 1961). Au long de ce mouvement de marronnage postrévolutionnaire s'est formé le monde rural d'aujourd'hui, où domine la petite propriété familiale. S'il y a encore de grands propriétaires fonciers, souvent absentéistes, la grande exploitation agricole cultivée est plutôt rare.

Non politiquement intégré dans la nation (Leyburn, 1941 ; Moral, 1961), le petit paysan est considéré comme *moun andeyò* habitant « *Le Pays en dehors* » (Barthélémy 1990) : tenu hors de l'attention de l'État et des services publics, il est un non citoyen proprement dit, lié par des rapports sociaux d'exclusion, qui sont mutatis mutandis ceux de l'esclavage colonial (Blancpain, 2003).

Sans terre ou sans titre de propriété assuré, sans considération sociale, sans école et sans formation, sans service public, livrée aux pratiques prédatrices de l'État et au parasitisme urbain, la paysannerie s'est trouvée prise dans une dynamique d'appauvrissement continu. Sans soutien de l'État à l'agriculture, elle se voit obligée, pour survivre dans la misère, de se livrer à la culture intensive de son lopin et de chercher à agrandir le périmètre cultivable en coupant les quelques rares arbres et arbustes protecteurs. Ce faisant, elle contribue, bien malgré elle, à la dégradation continue des sols, à l'érosion des terres et à la déforestation, participant ainsi au processus cumulatif causant le sous-développement (Lundahl, 1979).

À partir de 1986, sous la pression du néolibéralisme et suite à l'ouverture sans bornes du marché haïtien (Delince, 2000) aux produits de l'agrobusiness étrangère, l'agriculture de subsistance haïtienne n'arrive plus à assurer une survie décente à ses producteurs, qui est tombée depuis dans une totale insécurité alimentaire, sous le seuil de la pauvreté absolue. En

⁸ Voir à ce sujet, la proposition 13 de la *Lettre aux chefs d'État* des RMB leur demandant « **d'appuyer résolument, de concert avec les institutions internationales le droit des peuples à la souveraineté alimentaire** en sortant l'agriculture et la forêt des règles internationales du 'tout au marché' dont elles sont prisonnières » (RMB-FIDESS, 2011). Nous comprenons ici que le défi de sortir du « tout au marché » passe par la recherche d'une perspective d'économie plurielle dans laquelle on valorise l'apport des politiques publiques et des pratiques de l'ESS (Vaillancourt, 2012b et 2012c).

La souveraineté alimentaire s'appuie sur la sécurité alimentaire, un concept plus technique, tout en lui ajoutant une touche plus politique et écologique. La souveraineté alimentaire, c'est « bien une proposition pour reterritorialiser (et repolitiser) la réflexion sur les systèmes alimentaires » (McSween, 2014 :5). Comme le souligne Esther Vivas, la souveraineté alimentaire, c'est plus que de pouvoir manger. C'est de pouvoir décider. C'est démocratiser la production, la distribution et la consommation des aliments, comme le promeut la *Via Campesina* depuis 1993, tout en insérant plus nettement, depuis quelques années, une perspective féministe dans sa vision (Vivas, 2014).

réponse à la crise de l'économie rurale et à la crise alimentaire, la paysannerie tente de la surmonter, en s'unissant dans des « groupements paysans », en s'associant en coopératives de production, en s'organisant en mouvements revendicatifs (*Mouvman Peyizan Papay, Tèt Kole Ti Peyizan*) : elle demande la sécurisation des titres de propriété des lopins des familles paysannes toujours menacées de dépossession ; elle réclame une réforme agraire consistant à redistribuer aux sans terre les « terres de l'État » confisquées par les grands propriétaires fonciers ou grands ; elle exige de plus de l'État un programme de protection de l'environnement et une politique de souveraineté alimentaire (Midy, 2011)⁹. Dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire, elle a lancé le programme *Kaba grangou* (En finir avec la faim), qui fait appel à l'initiative collective et à la participation citoyenne organisée.

En somme, telle qu'envisagée dans l'action par les acteurs du mouvement paysan haïtien, la problématique de l'agroalimentaire s'inscrit dans la perspective théorique de l'économie sociale et solidaire. Le *Projet d'ESS Québec-Haïti en agroalimentaire* arrivera en terrain propice et accueillant. Les conditions sont favorables pour qu'il soit un apport important aux efforts déjà entrepris sur le terrain pour la sécurité et la souveraineté alimentaire.

6.3- Approches de la coopération internationale

Coopération, le mot renvoie à des problématiques, des pratiques, des champs d'action différents. Il y a la coopération internationale entre États, le secteur de la coopération et des entreprises coopératives fonctionnant au plan local, régional, national ; et il y a la coopération internationale solidaire pratiquée depuis peu par la mouvance alternative, où se rencontrent, dans la convergence ou la transversalité, OCI du Nord et ONG du Sud aux sensibilités nouvelles (Navarro-Flores, 2009 ; Cliche, 2014)¹⁰, acteurs d'ESS du Nord et du Sud réunis en réseaux internationaux, mouvements environnementalistes et altermondialistes.

La coopération internationale entre États ou entre "pays développés" et "pays sous-développés" a émergé dans le contexte de l'après-seconde guerre mondiale et de la guerre froide subséquente, à la fois comme stratégie, au-delà des motifs économiques mis de l'avant, de "containment" du communisme soviétique et de prévention d'une troisième guerre mondiale de destruction totale. La coopération internationale à visée économique a été présentée et est connue sous l'étiquette de « l'aide au développement international » : l'aide du Nord développé (confondu ou presque avec le monde industrialisé des ex-puissances coloniales) au Sud sous-développé (confondu presque avec le tiers-monde des ex-colonies). Pour la justification de "l'aide" et en vue du contrôle de son

⁹ Noter que les tout derniers gouvernements ont accordé un début d'attention aux marginalisés et aux démunis de la société. Mentionnons, parmi les mesures dites de « protection sociale » prises par l'actuel gouvernement, les subventions aux cantines scolaires, les programmes en faveur des mères des milieux vulnérables, tel *Ti Manman cheri*, consistant en transferts de « fonds d'urgence » à ces mères, ou *Aba grangou* (À bas la faim), visant le « renforcement de la sécurité alimentaire », qui leur distribue un « kit alimentaire », et donne aussi une aide en « matériels » à des « organisations communautaires de base désirant initier des micros entreprises dans une perspective d'économie solidaire ». Le but visé au final : la promotion de la « Culture de solidarité et du pouvoir des femmes dans l'économie sociale solidaire ».

¹⁰ Dans un livre sur *Le partenariat en coopération internationale*, Navarro-Flores (2009) met en lumière une coopération nouvelle manière pratiquée entre des acteurs et actrices d'OCI du Nord et d'ONG du Sud, notamment par l'adoption de mécanismes d'arbitrage du pouvoir. Paul Cliche, de son côté, plaide en faveur de la *coopération internationale solidaire*, qu'il juge aujourd'hui plus pertinente que jamais.

utilisation, les gouvernements donateurs ont eu recours à l'évaluation. Apparut ainsi la première génération de la recherche évaluative, qui a évolué vers une seconde génération, puis une troisième, puis une quatrième, et, selon certains, une cinquième génération (Lachance, Church, Shragge, Fontan, 1998).

Il est reconnu aujourd'hui qu'au bout du compte la coopération Nord-Sud n'a pas contribué au développement des pays assistés. Et pour cause : l'aide au développement était « conditionnée », « liée » à la défense et la promotion des intérêts des ex-puissances coloniales "donatrices". Elle a favorisé le maintien sous une forme douce de l'ancienne dépendance coloniale : aide liée pour un nouveau lien néocolonial (Rainhorn 2012 ; Moyo, 2009)¹¹. Ce type de coopération conditionnée a dû reculer ou se réformer, sous la pression des critiques des années 1970-80 venant du monde de la recherche scientifique, d'organismes de la société civile, d'ONG et d'acteurs de terrain, coopérants y compris, engagés en faveur de relations d'aide internationale non productrices de dépendance. Le retour, ces dernières années, du gouvernement canadien à ce type de coopération conditionnée au service de l'entreprise privée s'expliquerait-il par son adhésion au néolibéralisme triomphant de notre temps ?

Au sein de la coopération internationale d'intérêt et de puissance pratiquée par les États, ou parallèlement, a existé dans la pratique et le discours une coopération qui se veut d'égalité et de solidarité et s'exerce dans la transparence. Elle a été en particulier le projet d'organisations de coopération internationale (OCI), de centrales syndicales ou d'organisations de la société civile. Concrètement, la coopération internationale solidaire tente de nouer des rapports partenariaux qui soient mutuellement bénéfiques aux partis impliqués. Elle favorise la participation de la base aux décisions, s'inscrit dans une dynamique socioculturelle qui place les populations marginalisées et les acteurs subalternes au centre des projets de coopération, comme acteurs engagés dans la définition du projet de société inscrit dans le programme de coopération (Cliche, 2014). Un tel changement de paramètres engendre des modifications quant à l'influence du projet sur les différents partenaires. En effet, par la prise en compte de la dynamique socioculturelle dans cette nouvelle façon de s'associer, les partenaires d'un projet de coopération solidaire sont prêts et sont aptes à s'adapter dans le processus de mise en œuvre du projet, ce qui rend possible l'évolution du projet lui-même, de son élaboration à son évaluation finale.

À un autre niveau, au départ national, régional et local, se pratique à l'initiative de producteurs et de travailleurs, hommes et femmes, qui ont choisi de « s'associer pour entreprendre autrement » (Demoustier, 2001), a été pratiquée une coopération alternative d'égalité et de solidarité, qui

¹¹ Concernant l'Afrique, Moyo (2009) montre qu'entre 1970 et 1988, la période de flux maximum de l'aide à ce continent, le taux de pauvreté des populations s'est accru de façon sidérante, passant de 11% à 66%.

Concernant Haïti, Seitenfus, représentant de l'OEA en Haïti (2008-2010) juge que ce pays est « une preuve de l'échec de l'aide internationale, (...) Il existe une relation maléfique ou perverse entre la force des ONG et la faiblesse de l'État haïtien. Certaines ONG n'existent qu'à cause du malheur haïtien » (Seitenfus 2010); Michaëlle Jean, envoyée spéciale de l'UNESCO, questionne la multiplicité des « stratégies coûteuses, certaines douteuses, toutes éparses, désordonnées et lacunaires ... Elles n'ont rien produit d'autre qu'une dépendance chronique » (Rainhorn, 2012 : 12) ; sur une échelle plus courte, l'aide d'urgence à Haïti de l'après-séisme du 12 janvier 2010, Jean-Marc BIQUET, *Chargé de recherche à l'Unité de Recherche sur les Enjeux et Pratiques Humanitaires* (Médecins Sans Frontières, section suisse), juge que le « dispositif de l'aide devient un obstacle à la réponse aux urgences » et « qu'il serait irresponsable de se cacher derrière [la situation exceptionnelle du contexte, telle la faiblesse de l'État] pour faire l'économie d'une remise en question du système de coordination et de la capacité réelle d'aide qu'il offre... » (Biquet, 2013).

s'exerce dans la transparence. À côté de l'économie libérale et des entreprises privées régies par la loi du marché, s'est constitué un secteur d'économie sociale, fait d'entreprises collectives – coopératives, mutuelles et associations (Favreau, 2008) – qui privilégie plutôt les rapports de coopération et de solidarité que ceux de domination et de compétition (voir ci-dessus la section 6.1 sur l'approche de l'ESS). Les principes et les valeurs qui informent dès le début l'économie sociale et solidaire au plan national ont plus tard interpellé la problématique de la coopération internationale et informent aussi aujourd'hui les pratiques de coopération internationale solidaire. Il a été noté plus haut que l'évaluation et la recherche évaluative (première génération) ont apparu en même temps que la coopération internationale entre États, comme exigence de contrôle et de reddition de compte. Au sein du secteur d'économie alternative, sociale et solidaire ont émergé dans les années 1990-2000 l'exigence et l'enjeu d'une coévaluation participative négociée de quatrième ou cinquième génération (Midy, 2001).

Le cadre nouveau d'évaluation participative (Grant, Midy et Vanier, 1998 ; Lachance, Church, Shragge, Fontan, 1998 ; Cahiers de recherche sociologique, 2001 ; O'Sullivan, et D'Agostino, 2002 ; Fetterman et Wandersman, 2005 ; Jacob et Ouvrard, 2009) est approprié à une recherche évaluative portant sur les nouvelles expériences de coopération internationale solidaire, observées aujourd'hui au sein de mouvances mondiales alternatives. Cette nouvelle figure de la coopération internationale fait penser et agir en solidarité des acteurs, des collectifs, des mouvements sociaux engagés localement et globalement dans des initiatives sociales-économiques innovatrices. Le *réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire* (RIPESS) et les *Rencontres du Mont-Blanc* font partie de ces acteurs.

C'est dans le cadre nouveau de la co-évaluation participative que sera menée la recherche évaluative sur l'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti à travers le *projet d'ESS en agroalimentaire*. Dans ce nouveau cadre, les partenaires sont conçus comme des co-opérateurs, qui font ensemble mouvoir le projet d'ESS, co-opérant à sa pleine réalisation. co-élaborateurs et co-réalisateurs en principe de ce projet, ils doivent en être aussi en principe ses co-évaluateurs.

En rapport avec les trois figures de coopération précédemment distinguées, vient d'abord à l'esprit une question générale : en quoi et selon quels critères la coopération Québec-Haïti via le *projet d'ESS Québec-Haïti en agroalimentaire* peut-elle être jugée « innovatrice », comparée aux pratiques courantes de la coopération pour le développement international ?

La réponse à la question fournit un cadre resserré pour l'appréciation du faire autrement, de l'agir innovateur de la coopération solidaire, qui serait expérimentée à travers le projet d'ESS Québec-Haïti. Elle débouche sur une question particulière précisée : dans quelle mesure la coopération Québec-Haïti pratiquée à travers le projet d'ESS en agroalimentaire a-t-elle été effectivement une expérience de coopération solidaire pouvant contribuer ultimement au renforcement du mouvement d'ESS et à l'avancement de la de sécurité et de la souveraineté alimentaire en Haïti ?

Rappelons les deux buts de ce projet, tels qu'ils sont formulés dans le devis présenté au MRIFCE : 1) « Axé sur l'économie sociale et solidaire », le projet « vise l'avancement de la souveraineté et de la sécurité alimentaire dans les zones rurales » d'Haïti, où intervient FODES-5 ; 2) « La coopération et l'échange d'expériences avec des organisations du Québec, d'Amérique latine et d'autres régions d'Haïti » contribueront au renforcement du « mouvement haïtien d'économie sociale et solidaire. » (UPA DI, 2013a : point 2).

L'objet de la recherche évaluative, plus haut précisé, correspond à ces deux buts ultimes : coopération solidaire Québec-Haïti pour la consolidation du mouvement haïtien d'ESS et pour l'avancement de la souveraineté et de la sécurité alimentaire en Haïti. On recourra, pour l'évaluation de l'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti et des buts du projet, à *l'approche des capacités*¹², conceptualisée par Amartya Sen à partir de J. Rawls (2008, 2010) et développée entre autres par Martha Nussbaum (2008, 2012).

Dans cette analyse évaluative seront mis à profit les travaux de chercheurs de l'équipe sur le concept de la *co-construction* des politiques et des programmes, adapté à la réalité des projets de coopération Nord-Sud dans lesquels les acteurs de l'ESS sont impliqués (Vaillancourt, 2008a, 2009, 2012a). En lien avec le concept de co-construction démocratique, une attention spéciale sera accordée au thème de la *gouvernance*, en vue d'identifier les instances décisionnelles du projet, les règles de fonctionnement formelles et informelles encadrant ces instances et le rôle joué par les différents acteurs au sein de ces instances. La *démocratie participative* fera l'objet d'une réflexion particulière et sera choisie comme un indicateur important de la qualité novatrice du projet et de sa capacité innovante. Sera également sollicité le concept d'*hybridation* des pratiques et des ressources de différents secteurs socioéconomiques potentiellement mobilisables pour la réalisation du projet (public, privé, ÉSS) (Jetté, 2013).

Les considérations sur la co-construction, la gouvernance et la démocratie participative alimenteront les analyses reliées à la seconde question concernant l'évaluation de la dimension solidaire du projet en termes de relations de coopération égalitaires entre partenaires du Nord et partenaires du Sud. D'une part, analyse de l'appui pouvant être apporté par les acteurs du Nord aux réseaux d'ÉSS en Haïti dans le cadre du projet d'ESS Québec-Haïti ; d'autre part, analyse du soutien potentiel d'acteurs haïtiens à la réalisation du projet et à sa diffusion dans d'autres communautés du territoire national. Plus largement, l'analyse des appuis potentiels haïtiens pourrait amener à examiner les liens que les partenaires québécois et haïtiens du projet auraient intérêt à nouer avec les organisations populaires et communautaires, les administrations publiques et le milieu universitaire, les regroupements paysans et les organisations de femmes. L'analyse des réseaux d'appui potentiel devrait finalement permettre d'apporter des éléments de réponse quant aux conditions de pérennisation du projet et de sa contribution au développement de l'ÉSS en Haïti.

VII- Des indicateurs d'évaluation

Sur la base de quels résultats du projet d'ESS répondre aux deux questions de recherche ? Selon quels critères juger que la coopération Québec-Haïti à travers le projet d'ESS en agroalimentaire a été dans les faits une expérience novatrice de coopération solidaire? Quels sont les indicateurs de la relation qualifiée solidaire entre partenaires québécois et partenaires haïtiens coopérant à la réalisation du projet d'ESS en Haïti ?

¹² L'approche des capacités a rapport à la demande de justice et aux préoccupations de développement humain. Elle pose la question du comment créer les conditions d'un monde plus juste. Une *capabilité*, selon Sen, est la possibilité effective qu'a un individu de choisir diverses combinaisons d'accomplissement de soi. C'est une évaluation de la liberté dont il jouit effectivement pour sa réalisation ; Nussbaum précise : c'est la réponse à la question : « Qu'est-ce qu'une personne peut faire et d'être ». Capabilité dit possibilité de choisir. En somme, l'approche des capacités s'articule au croisement de l'économie et de la philosophie.

On a besoin de quatre séries d'indicateurs de deux données et de deux résultats, à savoir deux réalités manifestes (projet novateur, coopération solidaire) et deux réalités latentes¹³ (renforcement du mouvement haïtien d'ESS, avancement de la souveraineté/sécurité alimentaire en Haïti). Autrement dit, des indicateurs de la qualité novatrice du projet d'ESS Québec-Haïti en agroalimentaire, des indicateurs de la qualité solidaire de la coopération Québec-Haïti vécue à travers ce projet novateur, des indicateurs du renforcement latent du mouvement haïtien d'ESS et des indicateurs de l'avancement latent de la souveraineté/sécurité alimentaire dans la zone d'intervention de FODES-5. Réalités latentes entraperçues au travers de l'atteinte observable des objectifs du projet novateur (Cf. le modèle logique).

Prenons-les l'une après l'autre avec leurs séries d'indicateurs respectifs, à savoir les deux qualités manifestes attachées au projet, qui le définissent et les deux résultats ultimes, latents, pouvant résulter de la façon de mettre en œuvre le projet.

1. Indicateurs de la qualité novatrice du projet d'ESS en agroalimentaire

- Agir en coopération et non en concurrence avec les autres intervenants : six organismes québécois unissent leurs efforts et leurs ressources, pour réaliser le projet d'ESS en Haïti ;
- Perspective auto-développementale : l'aide apportée par les partenaires du Québec vise des objectifs de développement local en Haïti ;
- Modèle intégrateur : le projet articule des objectifs de consommation, des objectifs de création d'emplois, des objectifs de production et des objectifs de commercialisation ;
- Origine démocratique : dès le départ et à toutes les étapes (élaboration, articulation à la recherche, planification, réalisation, évaluation), le projet s'est voulu une initiative conjointe des principaux partenaires : UPA-DI, FODES-5, GESQ. Pour tenir à ce principe de démocratie, il se montre capable de s'ajuster en cours de route ;
- Démocratie participative : la mise en œuvre sur le terrain est assurée par les porteurs définisseurs du projet avec toute la participation possible des usagers-intervenantes ;
- Empowerment et capabilitation des participants-tes : plus que des « capacités accrues », le projet développe chez les participants-tes (individus et collectifs) des *capabilités* ou des possibilités de choix, possibilités d'indépendance économique relative, de liberté d'action, de maîtrise relative de leur environnement (puissance de subjectivation et pouvoir d'action). Voir les résultats immédiats et les extrants (atteints et effectifs) du modèle logique (1120-21-23, 1215-30-31, 1311-20-21-22).

2. Indicateurs de la qualité solidaire de la coopération Québec-Haïti vécue dans le cadre de ce projet d'ESS novateur

¹³ En référence à la distinction de Robert K. Merton (1965) entre *fonctions manifestes* et *fonctions latentes*. La distinction a migré vers la psychologie (*socialisation manifeste/socialisation latente*) et la psychanalyse (*contenu manifeste/contenu latent* du rêve) – Le renforcement du mouvement haïtien d'ESS et l'avancement de la souveraineté/sécurité alimentaire en Haïti sont dits *réalités latentes*, en ce sens que ce sont deux buts, deux « résultats ultimes » du projet d'ESS ; donc, deux réalités à venir, en tant qu'effets possibles de la mise en œuvre du projet.

- Aide non liée, non conditionnée du Québec (aide matérielle et immatérielle) au profit de populations rurales d'Haïti et du développement local ;
- Intérêt commun manifeste des deux parties coopérantes à ce que cette aide contribue au final au renforcement de l'économie rurale et à la construction d'un État social haïtien ;
- Relations d'égalité, de non-hiérarchie, dans la mesure permise par la situation d'inégalité de position – « compte tenu des relations structurelles qui instituent une asymétrie dans les rapports Nord-Sud » – entre partenaires québécois et partenaires haïtiens ; gestion partagée sous la responsabilité conjointe des deux parties ;
- Relation de don/contredon : relation de coopération éclairée et dynamisée par l'intention des deux parties d'apprendre mutuellement l'une de l'autre ;
- Capacité d'adaptation : le projet évolue au contact des partenaires dans un rapport d'influence mutuelle. Adaptation observable aux différentes étapes du projet.

3. Indicateurs du renforcement latent du mouvement haïtien d'ESS

- Objectifs intermédiaires atteints (modèle logique, résultats 1100,1215, 1231) ;
- Rencontres d'échanges avec des acteurs haïtiens d'ESS et discussions avec eux sur la question de la création d'un éventuel réseau haïtien d'ESS ;
- Rencontres d'échanges organisées entre des acteurs haïtiens d'ESS et des réseaux d'ESS des Amériques (modèle logique, résultat 1324) ;
- Renforcement des liens entre les pratiques d'ESS en agroalimentaire et les ressources universitaires ;
- Émergence de politiques et de programmes agroalimentaires visant la sécurité et la souveraineté alimentaire. Ce qui implique le développement de liens entre les acteurs de l'ESS en agroalimentaire, des élus politiques et des fonctionnaires aux plans local, départemental et national.

4. Indicateurs de l'avancement latent de la souveraineté/sécurité alimentaire dans les zones d'intervention de FODES-5

- Objectifs immédiats et extrants atteints (modèle logique, 1210-12, 1220-21-22, 1310-20) ;
- Prise en compte des préoccupations agroécologiques d'acteurs haïtiens de l'ESS ;
- Promotion et discussion de l'idée d'un réseau interrégional d'entreprises collectives d'ESS en agroalimentaire, appuyées sur des groupes de producteurs agricoles fédérés et d'autres mouvements sociaux concernés, dont le mouvement des femmes.

VIII- Démarche méthodologique

Les indicateurs retenus définissent les informations à recueillir pour évaluer les objets d'évaluation choisis ; ils influencent le choix des démarches, des méthodes et des techniques. La réponse aux deux questions de recherche exige un dispositif méthodologique spécifique, axé surtout sur la cueillette de données qualitatives (observation, entrevues, focus group, tables rondes) auprès des acteurs (organisations et individus) impliqués dans le projet d'ESS en agroalimentaire (UPA-DI, GESQ, AQANU, Agro-Paix, *Cuisines et vie collective Saint-Roch*, FODES-5, EPPMPH, populations participantes). Néanmoins, l'équipe de recherche entend maintenir un lien collaboratif avec les responsables de l'évaluation de l'atteinte des principaux objectifs et de la satisfaction des participants.

Pour évaluer l'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti, il faut en premier lieu s'informer sur les principaux acteurs coopérant à la réalisation du projet, l'UPA-DI et FODES-5 et sur leur relation de coopérateurs. Pour vérifier la qualité souhaitée neuve de cette *relation coopérative*, il faudra faire la lumière sur ce qu'a été la relation partenariale habituelle en coopération internationale. Aussi, la réponse à la première question de recherche exige-t-elle une recension des écrits, qui a pour but de caractériser les relations partenariales habituellement pratiquées par les ONG du Nord dans les projets réalisés dans les pays du Sud, en Haïti notamment. La caractérisation des pratiques partenariales des ONG du Nord permettra par la suite de déterminer en quoi la relation partenariale développée dans le cadre du *projet d'ÉSS Québec-Haïti* s'en distingue, est nouvelle et innovante.

Il faudra ensuite entreprendre sur le terrain des suites d'enquêtes, appelées ou nécessitées par le besoin de documenter les quatre séries d'indicateurs ci-dessus identifiés – les deux qualités attachées au projet et les deux résultats ultimes découlant de la mise en œuvre du projet – en vue de vérifier l'atteinte des résultats correspondants.

Les résultats de l'évaluation par l'UPA-DI de l'atteinte des objectifs alimenteront la recherche évaluative. Certains indicateurs de rendement pourraient faire l'objet d'un travail commun ou partagé, comme par exemple « l'évaluation faite par les participantes et formateurs des apprentissages individuels et collectifs », visant à mesurer d'un côté les « capacités accrues des femmes (...) à gérer et opérer des cuisines collectives » (résultat 1110), et de l'autre les « capacités accrues des organisations de femmes et de développement local à faciliter la mise sur pied d'entreprises d'économie sociale dirigées par des femmes dans le secteur alimentaire et à documenter les expériences » (résultat 1120). Cette collaboration pourrait aussi se réaliser pour l'un des indicateurs du résultat 1200, soit la « satisfaction des membres d'entreprises alimentaires d'ÉSS et de groupes de producteurs par rapport aux nouvelles opportunités d'affaires offertes par ces organisations/institutions » (PQDI, 2013 : 7, 10).

La réponse à la première question exige également l'analyse des modalités et du degré de participation des acteurs impliqués dans le projet à ses diverses phases de développement (analyse des besoins, planification, réalisation, évaluation). Cette démarche permettra de répondre à des questions telles que : Quels sont ceux des partenaires qui ont eu l'idée du projet et en ont été les artisans ? Lesquels d'entre eux ont identifié les besoins en Haïti ? Quel rôle ont joué les partenaires haïtiens ? Les réponses à ces questions (et à d'autres) permettront de retracer l'historique du projet et d'identifier les rôles respectifs joués par les différents partenaires ; bref, d'apprécier le degré d'appropriation du projet par l'ensemble des acteurs impliqués, une des conditions nécessaires de réussite et de pérennisation de tout projet de coopération internationale.

IX- Planification de la recherche

I. DÉMARRAGE OU ÉTAPE I (janv-juin 2014)

1. Revue de la littérature et documentation initiale

- Revue de littérature sur la coopération pour le développement international, axée sur la coopération canadienne et québécoise avec Haïti (tableau de l'aide gouvernementale canadienne à Haïti et des OCI québécoises et canadiennes présentes dans ce pays) ;
- Documentation sur les principaux partenaires (FODES-5 et UPA-DI) : dépouillement des documents existants et collecte d'informations pertinentes disponibles sur le partenaire haïtien et sa zone d'intervention : documents de FODES-5 (textes d'auto-présentation de l'organisme (<http://www.fodes5.org/>), de présentation de projets à ses partenaires pour financement, de redditions de compte aux partenaires, de bilans d'actions en rapport avec la mission et les objectifs de l'organisme, tout autre texte jugé pertinent), documents de partenaires de FODES-5, de l'UPA-DI surtout, relatifs aux projets financés par eux (compte-rendu de missions sur le terrain, exo-évaluations des projets financés, tout autre document pertinent), documents d'informations publiques sur FODES-5 et ses partenaires (reportages de médias, autres récits de visiteurs).
- Revue de la littérature sur les configurations d'ESS qui ont émergé au cours des dernières décennies au Québec, en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC).

2. Enquête initiale sur le terrain sur FODES-5 et ses partenaires de projets

- Cueillette d'informations additionnelles sur le niveau de participation des populations-cibles aux activités de FODES-5, sur les formes d'organisations qui les rassemblent et sur les relations de FODES-5 avec les organisations opérant dans la région avoisinante. Une attention spéciale d'enquête sera portée sur les types d'entreprises d'ESS qui émergent dans la région. Ces informations permettront de dresser un portrait multifacette du site d'intervention de FODES-5 et d'implantation du projet agroalimentaire.

Les activités 1 et 2 (revue de la littérature sur la coopération internationale + documentation sur les OCI québécoises/canadiennes et enquête sur FODES-5 et ses partenaires correspondent à la phase de démarrage de la recherche évaluative. Cette phase va de janvier à juin 2014.

ÉTAPE II : APPROPRIATION COLLECTIVE DES OUTILS THÉORIQUES CHOISIS ET CONSTRUCTION D'OUTILS MÉTHODOLOGIQUES (août-déc. 2014)

3. Rapports de travail dans l'équipe (revue de littérature, documentation, mission d'enquête suivis d'échanges) ; séminaires de recherche ; construction d'outils d'enquête.

- Rapports de documentation et de mission d'enquête
- Séminaires de recherche sur les approches théoriques (approche des capacités, de la coconstruction et de l'hybridation, de l'évaluation participative.
- Construction d'outils d'enquête (pour l'évaluation de l'année 1 du projet d'ESS)

ÉTAPE III : ENQUÊTE ET RENCONTRES – DÉBATS sur le terrain (janv-juin 2015)

- 4. Enquête sur les deux séries d'indicateurs 1 et 2** pour l'évaluation de l'an 1 (2014) du projet
- 5. Rencontres – débats** avec les acteurs haïtiens d'ESS
 - Événement local 1 avec les acteurs de Labrousse (Agora/Chita tande/Échanges) (Janvier 2015)
 - Événement national 2 à un endroit central avec des acteurs d'ESS du pays (Panel) (Janvier 2015)

ÉTAPE IV : ANALYSE ÉVALUATIVE DU PROJET (août-déc. 2015)

- 6. Analyse des données d'enquête et des rencontres – débats de 2015**
- 7. Évaluation d'étape 1 de l'an 1 (2014)** du projet d'ESS
- 8. Rencontres – débats à Montréal** sur le projet d'ESS en cours de réalisation
- 9. Construction d'outils d'enquête pour l'évaluation de l'an 2 (2015)** du projet d'ESS

ÉTAPE V : ENQUÊTE ÉVALUATIVE SUR L'ÉVOLUTION DU PROJET (janv-juin 2016)

- 10. Enquête sur les quatre séries d'indicateurs** pour l'évaluation de l'an 2 (2015) du projet

ÉTAPE VI : ANALYSE ÉVALUATIVE ET RENCONTRE – DÉBATS (août-déc. 2016)

- 11. Rencontre – débats à P-au-P** avec des acteurs d'ESS des Amériques (colloque ou université d'été du GESQ : événement international) (novembre 2016)
- 12. Analyse des données d'enquête et de la rencontre – débats de 2015**
- 13. Évaluation d'étape 2 de l'an 2 (2015)** du projet (Voir indicateurs 1, 2, 3, 4)
- 14. Construction d'outils d'enquête pour l'évaluation de l'an 3 (2016)** du projet d'ESS

ÉTAPE VII : ENQUÊTE ÉVALUATIVE SUR LA RÉUSSITE DU PROJET (janv. – Juin 2017)

- 15. Enquête évaluative concernant les 2 autres séries d'indicateurs 3 et 4**

ÉTAPE VIII : ANALYSE ÉVALUATIVE ET RENCONTRE – DÉBATS (août-déc. 2017)

- 16. Analyse des données d'enquête de 2016**
- 17. Évaluation finale et d'ensemble du projet d'ESS**
- 18. Rencontre – échanges à Montréal sur l'expérience de coopération solidaire Québec-Haïti à travers le projet d'ESS** (table ronde)

ÉTAPE FINALE (janv.-mars 2018)

19. Rédaction du rapport final d'évaluation

POINT D'ORGUE : retombées scientifiques du projet d'ESS (avril-mai 2018)

- Publication d'un cahier spécial du LAREPPS en partenariat avec le GESQ, l'UPA-DI et FODES-5.

Bibliographie

Aubry, François, Christian Jetté et Yves Vaillancourt (2004). *L'économie sociale dans les services à domiciles : une source d'innovations sociales?* Cahiers du LAREPPS, no. 04-31, UQAM.

Audet, François, Marie-Ève Desrosiers et Stéphane Roussel (2008). *L'aide canadienne au développement*, Montréal, PUM.

Barthélémy, Gérard (1990), *Le pays en dehors*, Paris, l'Harmattan.

Billis, D. (sous la direction de) (2010). *Hybrid organizations and the Third Sector. Challenges for Practice, Theory and Policy*, New-York, Palgrave MacMillan.

Biquet, Jean-Marc (2013). « Haïti : entre urgence et reconstruction », *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* (<http://poldev.revues.org/1602>).

Blancpain, François (2003), *La condition des paysans haïtiens*, Paris, Karthala.

Bouchard, Marie J. (sous la direction de) (2011). *L'économie sociale et l'innovation*. Québec, Presses de l'Université du Québec.

Bourque, Gilles L. (2000). *Le modèle québécois de développement : de l'émergence au renouvellement*, Coll. Pratiques et politiques sociales et économiques, Québec, PUQ.

Brown, Danya (2011). « Building Effective Partnership: Local Views » in *Humanitarian Exchange*, Overseas development institute (ODI), Collaborative Learning Project, Londres, no.50, avril, 10-13.

Cahiers de recherche sociologique (2001). *L'évaluation sociale, un enjeu politique* no 35.

Cattani, Antonio David (Ed.) (2004). *La Otra Economía*, Buenos Aires, UNGS et Altamira.

CAUSA-RELACC (Centroamérica Unida y Solidaria – Red Latinoamericana de Comercialización Comunitaria) (2010). *Comercialización Comunitaria. Primeros pasos hacia la Economía Solidaria*, Tegucigalpa, Red Comal, 142 p.

Cliche, Paul (2014). *La Coopération internationale solidaire : plus pertinente que jamais*, Québec, PUQ.

Comeau, Yvan, Louis Favreau, Benoît Lévesque et Marguerite Mendell (2001). *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières*. Coll. Pratiques et politiques sociales et économiques, Québec, PUQ.

Coraggio, José Luis (2004). Dans Cattani, Antonio David (Ed.) (2004). *La Otra Economía*, Buenos Aires, UNGS et Altamira.

Coraggio, José Luis (Ed.) (2007). *La economía social desde la periferia. Contribuciones Latinoamericanas*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento et Altamira.

Coraggio, José Luis (2012a). « La economía popular solidaria en el Ecuador », *Revista Cooperativismo & Desarrollo*, vol. 20, no 100, Enero – Junio 2012, 272-279.

Coraggio, José Luis (2012b). « Que es lo economico y que es otra politica? », dans Lianza, Sidney et Flavio Chedid Henriques (Eds), *A economia solidaria na América latina : realidades nacionais e políticas públicas*, RILESS & Secretaria Nacional de Economia Solidaria, Rio de Janeiro, 21-46.

Coupal, F. P. and M. Simoneau (1998). « A Case Study of Participatory Evaluation in Haiti. » *New Directions for Evaluation* (80) : 69-79.

Cruz Tineo, Nicolas (2012). « Rio + 20 Urgencia de Cambio de la Lógica Económica », document powerpoint, présenté le 6 mars 2012 dans le cadre de l'Encuentro de Posicionamiento de las Organizaciones de la Sociedad Civil Dominicana sobre la Conferencia de la ONU sobre Desarrollo Sostenible Río+20, 13 diapositives.

Cutt, J. et V. Murray, (2000), *Accountability and Effectiveness Evaluation in Non-Profit Organizations*, Routledge, Londres.

Daigneault, P. M. and S. Jacob (2009). « Rethinking the Conceptualization and Operationalization of Participatory Evaluation. » *American Journal of Evaluation* 30(3) : 330-348.

Defourny, Jacques, Develtere, Patrick et Bénédicte Fonteneau (Éds) (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Paris, Bruxelles, De Boeck & Larcier s.a., Département De Boeck Université.

Delince, Kern (2000), *L'insuffisance de développement en Haïti. Blocages et solutions*, New York, Pegasus Books.

Demoustier, Danielle (2001). *L'économie sociale et solidaire. S'associer pour entreprendre autrement*, Paris, Syros.

Develtere, Patrick et Bénédicte Fonteneau (2004). *Économie sociale, emploi et protection sociale dans un État faible : le cas d'Haïti*, CRDC, Série comparaisons internationales no 17, UQO, Gatineau, 17 p.

DiMaggio, P. (2002). Measuring the Impact of the Nonprofit Sector on Society is Probably Impossible but Possibly Useful : A Sociological perspective. *Measuring the Impact of the Nonprofit Sector*. A Hodson and P.F. (eds). Washington, Independent Sector and Plenum Press.

Doura, Fred (2002), *Économie d'Haïti : dépendance, crises et développement*, 2 tomes, Montréal, Les Éditions DAMI.

Élie, Jean Rénol (2007) « Économie sociale et solidaire en Haïti: les trois colloques de l'année ». *Cahier du LAREPPS*, 35p.

Evers, Adalbert and Anne-Marie Guillemard (Eds) (2013). *Social Policy and Citizenship. The Changing Landscape*, Oxford University Press, New York.

Favreau, Louis (2002). *Configuration et défis de l'économie sociale québécoise dans la solidarité internationale*, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Série Recherches, no.23, UQO.

Favreau, Louis (2005). *Économie sociale et politiques publiques : la question du renouvellement de l'État social au Nord et de sa construction au Sud*, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Comparaisons internationales no 21, avril 2005, UQO, Gatineau, 37 p. (Publié aussi comme Cahier du LAREPPS).

Favreau, Louis (2008). *Entreprises collectives. Les enjeux sociopolitiques et territoriaux de la coopération et de l'économie sociale*, PUQ, Québec.

Favreau, Louis (2013). « Agriculture écologiquement intensive : la défi de la prochaine décennie », *OIKOS Blogue*, 12 novembre 2013.

Favreau, Louis (2014a). « Le syndicalisme agricole québécois et la solidarité avec les paysans du Sud », *Oikos Blogue*, 7 janvier 2014.

Favreau, Louis (2014b). « Nourrir l'humanité. Le défi d'une agriculture mondiale durable au 21^{ème} siècle. Ce que les organisations paysannes et la coopération québécoise nous apprennent ». Dans GAGNON, C. (Éd). *Guide québécois pour des Agendas 21^e siècle locaux : applications territoriales de développement durable viable*, [En ligne] <http://www.a21l.qc.ca/agriculture-durable/> (page consultée le jour mois année).

Favreau, Louis, Lucie Fréchette et René Lachapelle (mars 2010). *Mouvements sociaux, démocratie et développement. Les défis d'une mondialisation solidaire*, Québec, PUQ, Collection Initiatives.

Favreau, Louis, Larose, Gérald et Abdou Salam Fall (Éds) (2004). *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, PUQ et Karthala, Québec et Paris.

Favreau, Louis et Mario Hébert (2012). *La transition écologique de l'économie. La contribution des coopératives et de l'économie solidaire*, PUQ, Québec.

Fetterman, D. M. et A. Wandersman (2005). *Empowerment Evaluation Principles in Practice*. New York, The Guilford Press.

Fisette, Jacques et Marc Raffinot (2010), *Gouvernance et appropriation locale du développement*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

Flores, J. (2014). « Sarukhan : transgénicos e investigación agrícola », *La Jornada*, 4 mars 2014.

Fréchette, Lucie (2000). *Entraide et services de proximité : l'expérience des cuisines collectives*. Coll. Pratiques et politiques sociales et économiques, PUQ, Québec.

Gaudreau Louise et Nicole Lacelle (1999). *Manuel d'évaluation participative et négociée*, UQÀM-Services aux collectivités.

GESQ (2013a). *Projet d'économie sociale et solidaire Québec-Haïti. Une coopération dans la même direction. Document conceptuel. Projet d'économie sociale et solidaire Québec-Haïti en alimentation*, document de travail, janvier 2013, 13 p.

GESQ (2013b). *Transformer l'agroalimentaire pour nourrir la planète*, Université d'été du GESQ, Shawinigan, 23 et 24 mai 2013.

Griffon, Michel (2007). "Il faudrait 2 planètes pour remplir les estomacs, les réservoirs et préserver la biodiversité", *Le Monde*, 5 avril 2007.

Guerra, Pablo (2012). « Las legislaciones sobre economía social y solidaria en América Latina entre la autogestión y la visión sectorial », *Revista de la Facultad de Derecho*, Universidad de la República. Montevideo, no 33. <http://revista.fder.edu.uy/index.php/RD/article/view/8>.

Houtart, François (2014). « Una lucha contra la hegemonía, Creciente del agronegocio », *ALAI*, 26 février 2014, 3 p.

Jacob S. et L. Ouvrard (2009). L'évaluation participative. Avantages et difficultés d'une pratique innovante. *Cahiers de la performance et de l'évaluation* (1).

Jetté, Christian (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence. Trois décennies de coconstruction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux*. Québec, Presses de l'Université du Québec / coll. Pratiques et politiques sociales et économiques.

Jetté, Christian (2013). *L'Action communautaire et l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être : hybridation des formes organisationnelles et institutionnelles*, Demande de subvention d'équipe partenariale faite au FQRSC, Université de Montréal, octobre 2013.

Jetté, Christian, Lévesque, Benoît, Mager, Lucie et Yves Vaillancourt (2000). *Économie sociale et transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être: une recension des écrits (1990-2000)*, Sainte-Foy, PUQ.

Jivanjee, P. and A. Robison (2007). « Studying Family Participation in System-of-Care Evaluations : Using Qualitative Methods to Examine a National Mandate in Local Contexts. » *Journal of Behavioral Health Services and Research* 34(4) : 369-381.

Lévesque, Benoît et Bernard Thiry (2008). « Conclusions. Concurrence et partenariat. Deux vecteurs de la reconfiguration des nouveaux régimes de la gouvernance des services sociaux et de santé », dans Enjolras, B. (sous la direction de), *Gouvernance et intérêt général dans les services sociaux et de santé*, Éditions P.I.E. Bruxelles : 227-261.

Lachance, Éline, Kathryn Church, Eric Shragge, Jean-Marc Fontan (1998). *S'approprier l'évaluation. Guide d'évaluation de 5^e génération à l'intention des intervenants des entreprises d'insertion/entreprises alternatives*.

Laville, Jean-Louis (Ed.) (1994). *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 336 p.

Laville, Jean-Louis (2011). *Agir à gauche. L'économie sociale et solidaire*, Desclée de Brouwer.

Lavoie, Gertrude (2012). *Les cuisines collectives au Québec : mémoire d'une pionnière*, Collectif québécois d'édition populaire, Québec.

Lévesque, Benoît (2007). *Un siècle et demi d'économie sociale au Québec : plusieurs configurations en présence (1850-2007)*, Cahiers du CRISES.

Lévesque, Benoît et Margie Mendell (1999). « Éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche », *Lien social et Politiques*, no 41, 105-118.

Lévesque, Benoît et Margie Mendell (2005). « The Social Economy : Diverse Approaches and Practices », *Journal of Rural Cooperation* vol. 33, no 1, 22-45.

Leyburn, James (1941), *The Haitian People*, Yale University Press.

Lipietz, Alain (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, La Découverte, Paris.

Lundahl, Mats (1979), *Peasant and Poverty*, New York, St. Martin's Press.

Marañón, Boris et Dania López (2010). « Economía solidaria y sociedad alternativa en América Latina. Hacia una agenda de investigación desde la descolonialidad », *Alternativas. Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio / RMALC. Revista electrónica*, Año V, no 67, Oct. 28 de 2010.

Martinez C., Harrison (2014). « Brasil fortalece agricultura familiar con programa de adquisicion de alimentos », texte diffusé sur la liste RIPSS LAC le 15 février 2014.

McSween, Nathalie (2014). *Pour éliminer la faim et la pauvreté extrême : Reterritorialiser les systèmes alimentaires*, GESQ, Montréal, 20 mars 2014.

Merton, Robert K. (1965). *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon.

Midy, Franklin, Carole Vanier et Michel Grant (1998). *Guide d'évaluation participative et de négociation*, Montréal, UQAM-Services aux collectivités, Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, Coalition des tables régionales d'organismes communautaires et Centre de formation populaire.

Midy, Franklin (2001). « L'évaluation aujourd'hui au Québec : déplacement des enjeux et redéfinition du champ », *Cahiers de recherche sociologique. L'évaluation sociale, un enjeu politique*, no 35, 55-79.

Midy, Franklin (2009). "Les pratiques d'économie sociale et solidaire en émergence en Haïti", Document powerpoint présenté dans le cadre d'un séminaire de recherche du LAREPPS sur "L'économie sociale en Haïti: héritage historique et enjeux actuels" et tenu le 20 mars 2009.

Midy, Franklin (2011). "Les paysans : 'tout moun se moun' », *Relations, Haïti, le choc de la réalité*, no 746, février, 18-21.

Moral, Paul (1961), *Le Paysan haïtien*, Paris, Éditions Maisonneuve & Larose.

Morales Chacon, Yasy (2013). « Les pratiques et réseaux d'économie sociale et solidaire dans la région de l'Amérique centrale et des Caraïbes et la souveraineté alimentaire », communication faite dans le cadre d'un séminaire du LAREPPS à l'UQAM le 21 mai 2013.

Moyo, Dampisa (2009). *L'aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*. Traduit de l'anglais par André Zavriew, Paris, JCLattès.

Navarro-Flores, Olga (2009). *Les relations de partenariat entre ONG. Paradoxe ou compromis?* Québec, PUQ.

Nussbaum, Martha C. (2008). *Femmes et développement humain*, éd. des Femmes, Paris.

Nussbaum, Martha C. (2012). *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste*, éd. Climats, Paris.

Ortiz, Humberto (2012a). « Nuevos actores sociales, económicos, políticos y religiosos en America latina y el Caribe », *Medellín*, vol. XXXVIII, no 149, Enero-Marzo 2012, 105-125.

Ortiz, Humberto (2012b). « Economía solidaria y pueblos indigenas : desafios para el buen vivir en la region », in Lianza, Sidney et Flavio Chedid Henriques (Eds) (2012). *A economia solidaria na América latina : realidades nacionais e políticas públicas*, RILESS & Secretaria Nacional de Economía Solidaria, Rio de Janeiro, 87-98.

O'Sullivan, R. G. et A. D'Agostino (2002). « Promoting Evaluation Through Collaboration : Findings from Community-Based Programs for Young Children and their Families », *Evaluation* 8(3) : 372-387.

Paton, Rob (2003). *Managing and Measuring Social Enterprises*, Sages, Londres.

Proulx, Nathalie et Louis Favreau (2008). *Solidarité et coopération internationale de proximité : enjeux, initiatives, retombées*, Co-publication de l'ARUC-ISDC et du ROSI, Série Recherches, no.15.

Raceto, Luis (2007). « La economia de solidaridad : concepto, realidad y proyecto », dans José Luis Coraggio (éd.), *La economia social desde la periferia. Contribuciones Latinoamericanas*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento et Altamira, 317-338.

Rainhorn, Jean-Daniel (dir) (2012), *Haïti, réinventer l'avenir*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme & Éditions des presses de l'Université d'État d'Haïti, Paris et Port-au-Prince.

Rencontres du Mont-Blanc (RMB) - Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire (FIDESS) (2011). *Cinq chantiers et 20 propositions pour changer de modèle à l'heure de RIO+20 ou Lettre aux chefs d'État*, Document adopté lors de la rencontre RMB-FIDESS, Chamonix, France, novembre 2011, 4 p.

Réseau d'investissement social du Québec (2005). *Guide d'analyse des entreprises d'économie sociale*, Montréal.

Rwals, John (2010) [1971], *Théorie de la justice*, Paris, Éditions Points.

Sader, Emir (2014). « El MST a sus 30 anos », *La Jornada*, 16 février 2014.

Seitenfus, Ricardo (2010). « Haïti est la preuve de l'échec de l'aide internationale », entrevue donnée à Arnaud Robert, du journal suisse *Le Temps* et reproduite dans le journal haïtien *Le Nouvelliste* du 20 décembre 2010.

Sen, Amartya (2008). *Éthique et économie*, Puf, Paris.

Sen, Amartya (2010). *L'Idée de justice*, Seuil, Paris.

Singer, Paul (2004). « Economia solidaria », in Cattani, Antonio David (Ed.) (2004). *La Otra Economia*, Buenos Aires, UNGS et Altamira, 199-212.

Singer, Paul (2007). « Economia solidaria, un modo de produccion y distribucion », in José Luis Coraggio (Ed.) (2007). *La economia social desde la periferia. Contribuciones Latinoamericanas*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento et Altamira, 59-78.

Tavares, Joana (2014). « Brasil. 'El capital esta imponiendo el agronegocio como la unica forma de producir' », *ALAI*, 6 février 2014. Entrevue avec Joao Pedro Stedile de la direction nationale du Mouvement sans terre (MST).

Turrent Fernandez, Antonio (2014a). «Cuatro razones para no autorizar la siembra de maiz transgénico en México' », *La Jornada*, 18 février 2014.

Turrent Fernandez, Antonio (2014b). « Hay recursos en el campo para la autosuficiencia alimentaria », *La Jornada*, 26 avril 2014.

UPA-DI (2013a). *Projet d'économie sociale et solidaire Québec-Haïti en agroalimentaire*, Montréal, janvier.

UPA-DI (2013b). *Modèle logique (RE : Projet d'ESS)*, Québec.

UPA-DI (2013c). *Plan de mise en œuvre (PMO) de projet du Programme québécois de développement international (PQDI)*, Ministère des Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur (MRIFCE), Montréal.

Vaillancourt, Yves, en collaboration avec Philippe Leclerc (2008a). *Note de recherche sur l'apport de l'économie sociale dans la coproduction et la coconstruction des politiques publiques*, Cahiers du LAREPPS No 08-01, 31p.

Vaillancourt, Yves (2008b). *L'économie sociale au Québec et au Canada : configurations historiques et enjeux actuels*, Cahiers du LAREPPS, no 08-07.

Vaillancourt, Yves (2009). « Social economy and the co-construction of public policy », *Annals of Public and Cooperative Economics / Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 80(2), 275-313.

Vaillancourt, Yves (2010). « L'économie populaire, sociale et solidaire en Équateur : un premier coup d'œil », *Bulletin du GESQ*, janvier 2010, 7 p.

Vaillancourt, Yves (2012a). « Third Sector and the Co-construction of Canadian Public Policy », in Pestoff, Victor, Brandsen, Taco & Bram Verschuere (2012). *New Public Governance, the Third Sector and Co-Production*, New York & Abingdon, UK, Routledge, 79-100. Ce texte a été publié en français dans un cahier de recherche du CRISES en 2012.

Vaillancourt, Yves (2012b). « Rio+20 vu à partir du Nord des Amériques », *Cahiers du LAREPPS*, no 12-1, UQAM, Montréal, en copublication avec le GESQ et l'ARUC ISDC, mai.

Vaillancourt, Yves (2012c). « L'économie sociale et solidaire en Amérique latine depuis Rio+20 », *Revue vie économique*, vol. 5, no 1, septembre.

Vaillancourt, Yves et Christian Jetté (1997). *Vers un nouveau partage des responsabilités dans les services sociaux et de santé : Rôles de l'État, du marché, de l'économie sociale et du secteur informel*, Cahiers du LAREPPS, No 97-05, Montréal, 302 p.

Vaillancourt, Yves et Jean-Louis Laville (1998). « Les rapports entre associations et État : un enjeu politique », *Revue du MAUSS semestrielle*, no 11, 1^{er} semestre 1998, 119-135.

Vaillancourt, Yves et Louis Favreau (2001). « Le modèle québécois d'économie sociale et solidaire », *RECMA : Revue internationale de l'économie sociale*, no 281 (juillet 2001), 69-83.

Vaillancourt, Yves and Louise Tremblay (Eds) (2001). *L'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada: une perspective interprovinciale*, LAREPPS, Montréal, 184 p.

Vivas, Esther (2014). « Internacionalismo campesino », *ALAI*, 17 avril 2014.

Ziegler, Jean (2011). *Destruction massive. Géopolitique de la faim*, Seuil, Paris, 352 p.

Zuniga Enamorado, Donaldo et Miguel Alonzo Macias (2012). *Economia social y solidaria. Una nueva forma de vivir y convivir*, Honduras, Grupo tematico Comercio con Justicia MS America Central / AA DK. Oficina de Honduras, 30 p.